

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2001 : excédent budgétaire de 4,0 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 4,0 milliards de dollars a été enregistré en février 2001, comparativement à un excédent de 3,1 milliards en février 2000. Un excédent substantiel était prévu pour février étant donné la ventilation mensuelle des recettes. Plus précisément, les résultats de février comprennent les paiements finaux d'impôt des sociétés dont l'exercice prend fin le 31 décembre. En février 2001, les recettes au titre de l'impôt des sociétés ont atteint le niveau mensuel record de 6,1 milliards de dollars, en hausse de 13,4 % par rapport à février 2000.

D'avril 2000 à février 2001 : excédent budgétaire de 20,4 milliards de dollars

Pour la période d'avril 2000 à février 2001, l'excédent budgétaire était estimé à 20,4 milliards de dollars, soit 5,5 milliards de plus que pour la même période en 1999-2000.

L'évolution de la situation d'ici la fin de l'exercice réduira l'excédent accumulé à ce jour. À cet égard, citons l'effet des réductions d'impôt annoncées dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ainsi que le financement proposé d'un certain nombre d'initiatives, qui sera comptabilisé en 2000-2001, notamment l'aide aux agriculteurs, les fonds versés à la Fondation canadienne pour l'innovation, à Génome Canada et pour la technologie de communication et d'information en santé de même que le coût des améliorations proposées des prestations d'assurance-emploi, qui sont rétroactives à octobre 2000. Le coût de ces mesures est estimé à environ 5 milliards de dollars. En outre, des ajustements seront apportés en fin d'exercice pour inclure le coût des biens et des services reçus à la fin de 2000-2001, mais qui ne sont payés qu'en avril ou en mai, de même que les remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2000 traités en mars 2001.

Selon l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, l'excédent pour l'ensemble de l'année était estimé à 11,9 milliards de dollars. Toutefois, la plupart des principales composantes des recettes ont continué d'augmenter plus que prévu, malgré le ralentissement de la croissance économique. Par conséquent, l'excédent pour 2000-2001 sera plus élevé que prévu. Les résultats définitifs vérifiés pour 2000-2001 seront publiés à l'automne.

Février 2001 : résultats budgétaires

L'amélioration de 0,9 milliard de dollars du solde budgétaire d'une année sur l'autre est attribuable à des recettes budgétaires plus élevées, principalement au titre de l'impôt des sociétés. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (6,4 %). Parmi les principales composantes :

- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté, l'effet des réductions d'impôt annoncées dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre ayant atténué l'effet de l'augmentation globale des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (13,4 %), traduisant l'augmentation des bénéficiaires en 2000.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont chuté de 11,5 %, surtout en raison des transferts relatifs à des paiements insuffisants en 1999, qui ont fait grimper les recettes en février 2000.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 4,5 %, traduisant surtout la forte hausse des droits de douane à l'importation.
- Les recettes non fiscales ont nettement augmenté, reflétant le calendrier de perceptions.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	février		d'avril à février	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
Opérations budgétaires				
Recettes	16 283	17 323	149 816	161 886
Dépenses de programmes	-9 724	-9 899	-97 089	-103 674
Solde de fonctionnement	6 559	7 424	52 727	58 212
Frais de la dette publique	-3 481	-3 440	-37 856	-37 848
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 078	3 984	14 871	20 364
Opérations non budgétaires	430	-1 248	-2 325	-6 816
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 508	2 736	12 546	13 548
Opérations de change	-1 176	-184	-7 584	-1 750
Solde financier net	2 332	2 552	4 962	11 798
Variation nette des emprunts	-362	2 894	-3 049	-11 264
Variation nette de l'encaisse	1 970	5 446	1 913	534
Encaisse à la fin de la période			11 140	13 485

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,8 %), la baisse des dépenses de programmes directes ayant été largement compensée par l'augmentation des transferts aux particuliers et à d'autres administrations. Parmi les principales composantes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars en raison de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont grimpé de 15,5 %, traduisant la hausse des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) et des paiements de péréquation.
- Les dépenses de programmes directes ont chuté de 5,6 %, surtout en raison du calendrier des paiements.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont légèrement diminué, traduisant une baisse de l'encours de la dette portant intérêt.

Avril 2000 à février 2001 : résultats budgétaires

Pour les 11 premiers mois de 2000-2001, l'excédent budgétaire a été estimé à 20,4 milliards de dollars, soit 5,5 milliards de plus que les 14,9 milliards constatés pour la même période en 1999-2000.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 12,1 milliards de dollars (8,1 %). Parmi les principales composantes des recettes, notons ce qui suit :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 4,3 milliards de dollars (5,9 %), principalement en raison de la hausse des sommes perçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi à cause d'une augmentation du nombre de salariés. L'augmentation de l'impôt versé à la date de production et la diminution du montant des remboursements portant sur l'année d'imposition 1999 ont également contribué à cette augmentation d'une année sur l'autre. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des mesures d'allégement fiscal annoncées

Tableau 2

Recettes budgétaires

	février		variation	d'avril à février		variation
	2000	2001		1999-2000	2000-2001	
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 839	5 906	1,1	72 502	76 802	5,9
Impôt sur le revenu des sociétés	5 394	6 117	13,4	21 142	25 270	19,5
Autres	260	521	100,4	3 022	3 524	16,6
Total des recettes d'impôt sur le revenu	11 493	12 544	9,1	96 666	105 596	9,2
Cotisations d'assurance-emploi	2 110	1 868	-11,5	16 768	16 893	0,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 707	1 739	1,9	21 447	23 194	8,1
Droits de douane à l'importation	164	224	36,6	2 034	2 517	23,7
Taxes de vente et d'accise	577	595	3,1	7 467	7 550	1,1
Total des taxes et droits d'accise	2 448	2 558	4,5	30 948	33 261	7,5
Total des recettes fiscales	16 051	16 970	5,7	144 382	155 750	7,9
Recettes non fiscales	233	353	51,5	5 433	6 136	12,9
Total des recettes budgétaires	16 284	17 323	6,4	149 815	161 886	8,1

dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 et par la hausse des transferts aux comptes du Régime de pensions du Canada et de l'assurance-emploi, en raison du moins-perçu touchant l'année d'imposition 1999. La hausse de 18,5 % des paiements au titre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, qui reflète la hausse des prestations moyennes le 1^{er} juillet 2000 et l'indexation des prestations, a également eu pour effet de limiter la croissance globale des recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers. D'ici la fin de l'exercice, la progression de ces recettes sera davantage contenue à mesure que le plein effet des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Exposé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 se concrétisera. En outre, les sommes recouvrées des comptes de perception fiscale ne devraient pas être aussi élevées qu'en 1999-2000.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont augmenté de 4,1 milliards de dollars (19,5 %), parallèlement à la hausse estimative de 23,4 % des bénéfices des sociétés en 2000.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,7 %), la baisse des taux de cotisations pour 2000 et 2001 ayant été plus que compensée par l'effet des ajustements au titre des années antérieures et par l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi et payant donc des cotisations. Le taux des cotisations salariales pour 2001 est de 2,25 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, contre 2,40 \$ en 2000 et 2,55 \$ en 1999.
- Les recettes au chapitre des taxes et des droits d'accise ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (7,5 %). Les recettes au titre de la taxe sur les produits et services ont grimpé de 1,7 milliard (8,1 %), parallèlement à la croissance de la demande des consommateurs. Les droits de douane à l'importation ont nettement progressé, tandis que les taxes de vente et d'accise ont connu une très légère hausse.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (12,9 %), traduisant surtout la hausse des bénéfices de la Banque du Canada et de l'intérêt versé sur les soldes de compte bancaire.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	février		variation	d'avril à février		
	2000	2001		1999-2000	2000-2001	variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	1 969	2 055	4,4	21 421	22 188	3,6
Prestations d'assurance-emploi	1 121	1 195	6,6	10 325	9 970	-3,4
Allocation pour frais de chauffage					1 434	
Total	3 090	3 250	5,2	31 746	33 592	5,8
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 125	8,0	11 458	12 375	8,0
Transferts fiscaux	975	1 194	22,5	9 995	11 396	14,0
Fonds pour les appareils médicaux					1 000	
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-188	-206	9,6	-2 064	-2 260	9,5
Total	1 829	2 113	15,5	19 389	22 511	16,1
Dépenses directes de programmes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	196	159	-18,9	1 416	599	-57,7
Affaires étrangères	362	249	-31,2	1 574	1 422	-9,7
Santé	71	85	19,7	932	1 010	8,4
Développement des ressources humaines	103	141	36,9	1 350	1 322	-2,1
Affaires indiennes et du Nord	218	268	22,9	3 488	3 742	7,3
Industrie et développement régional	172	213	23,8	1 308	1 313	0,4
Anciens combattants	119	126	5,9	1 276	1 334	4,5
Autres	277	204	-26,4	1 960	1 983	1,2
Total	1 518	1 445	-4,8	13 304	12 725	-4,4
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	75	15	-80,0	805	859	6,7
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	150	0,0	1 645	1 670	1,5
Autres	56	71	26,8	931	1 292	38,8
Total	281	236	-16,0	3 381	3 821	13,0
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 006	902	-10,3	9 648	9 553	-1,0
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 000	1 953	-2,3	19 621	21 472	9,4
Total	3 006	2 855	-5,0	29 269	31 025	6,0
Total des dépenses directes de programmes	4 805	4 536	-5,6	45 954	47 571	3,5
Total des dépenses de programmes	9 724	9 899	1,8	97 089	103 674	6,8
Frais de la dette publique	3 481	3 440	-1,2	37 856	37 848	0,0
Total des dépenses budgétaires	13 205	13 339	1,0	134 945	141 522	4,9
Poste pour mémoire :						
total des transferts	6 437	6 808	5,8	64 439	68 828	6,8

Les dépenses de programmes ont augmenté de 6,6 milliards de dollars (6,8 %) entre avril 2000 et février 2001 par rapport à la même période en 1999-2000. Parmi les principales composantes, les principaux transferts aux autres administrations ont grimpé de 3,1 milliards, les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,8 milliard et les dépenses de programmes directes ont grimpé de 1,6 milliard.

- L'augmentation des principaux transferts aux particuliers est attribuable à l'Allocation pour frais de chauffage (1,4 milliard de dollars) et à la hausse des prestations aux aînés (de 0,8 milliard), ce qui indique une augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. Les paiements au titre des prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,4 milliard, ce qui reflète la baisse du nombre de chômeurs, atténuée par l'incidence de l'augmentation des taux de prestation moyens et des transferts aux provinces en vertu d'ententes relatives au marché du travail.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 16,1 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et de la péréquation ainsi que du paiement de 1 milliard de dollars versé en fiducie aux provinces et aux territoires pour des appareils médicaux neufs, conséquence de l'accord conclu par les premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé et le développement de la petite enfance. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète la mesure annoncée dans le budget de 1999 en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 12,5 milliards de dollars en 1999-2000 à 13,5 milliards en 2000-2001. La hausse des droits à péréquation est attribuable au fait que la croissance de l'économie de l'Ontario demeure plus vigoureuse que celle des provinces bénéficiaires de la péréquation.
- Les dépenses de programmes directes, qui représente la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 3,5 %. Cette composante englobe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État de même que les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris

au chapitre de la défense. L'évolution de cette composante dépend du calendrier des paiements, de l'effet des nouvelles initiatives annoncées dans le budget de 2000 et de la fin du gel des salaires.

Les frais de la dette publique sont pratiquement inchangés, l'effet de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt ayant été compensé par l'augmentation du taux effectif moyen d'intérêt sur cette dette.

Ressources financières de 13,5 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2000 à février 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pensions des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est généralement pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 6,8 milliards de dollars pour les 11 premiers mois de 2000-2001, comparativement à des besoins de 2,3 milliards pour la même période en 1999-2000. L'écart est attribuable, en partie, aux versements d'équité salariale et aux variations du financement du Programme canadien de prêts aux étudiants ainsi qu'à l'investissement sur le marché des cotisations actuelles aux caisses de retraite des fonctionnaires fédéraux.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 20,4 milliards de dollars et des besoins nets de 6,8 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des ressources financières (opérations de change exclues) de 13,5 milliards d'avril 2000 à février 2001, comparativement à des ressources financières de 12,5 milliards pour la même période en 1999-2000.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	février		d'avril à février	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 078	3 984	14 871	20 364
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	135	4	528	405
Autres	148	-4	85	-890
Total	283	0	613	-485
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	413	490	-58	-386
Comptes de pension de retraite	324	-202	4 530	1 369
Autres	80	139	-50	109
Total	817	427	4 422	1 092
Autres opérations	-670	-1 675	-7 360	-7 423
Total des opérations non budgétaires	430	-1 248	-2 325	-6 816
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 508	2 736	12 546	13 548
Opérations de change	-1 176	-184	-7 584	-1 750
Solde financier net	2 332	2 552	4 962	11 798

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	février		d'avril à février	
	2000	2001	1999-2000	2000-2001
	(M\$)			
Solde financier net	2 332	2 552	4 962	11 798
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-600	575	6 357	10 394
Obligations d'épargne du Canada	-193	313	-877	-754
Bons du Trésor	100	2 100	-5 350	-18 150
Autres	0	0	-285	-62
Total	-693	2 988	-155	-8 572
Payables en devises				
Obligations négociables	-39	0	2 488	-2 782
Billets et prêts		0		0
Bons du Canada	370	-94	-5 118	126
Billets du Canada	0		-264	-36
Total	331	-94	-2 894	-2 692
Variation nette des emprunts	-362	2 894	-3 049	-11 264
Variation de l'encaisse	1 970	5 446	1 913	534

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2000	28 février 2000	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	40 748	35 931	-4 817
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	128 346	129 715	1 369
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 217	5 831	-386
Autres régimes de retraite et autres comptes	6 963	7 072	109
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 526	142 618	1 092
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 927	304 321	10 394
Bons du Trésor	99 850	81 700	-18 150
Obligations d'épargne du Canada	26 489	25 735	-754
Obligations non négociables et billets	3 552	3 490	-62
Total partiel	423 818	415 246	-8 572
Payable en devises	32 588	29 896	-2 692
Total de la dette non échue	456 406	445 142	-11 264
Total de la dette portant intérêt	597 932	587 760	-10 172
Total du passif	638 680	623 691	-14 989
Actif			
Encaisse et débiteurs	18 864	22 004	3 140
Comptes d'opérations de change	41 494	43 244	1 750
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	13 796	14 281	485
Total de l'actif	74 154	79 529	5 375
Déficit accumulé (dette publique nette)	564 526	544 162	-20 364

Ressources financières nettes de 11,8 milliards d'avril 2000 à février 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les 11 premiers mois de 2000-2001 ont été marqués par des besoins nets de 1,8 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 7,6 milliards pour 1999-2000.

Avec un excédent budgétaire de 20,4 milliards de dollars, des besoins nets de 6,8 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,8 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 11,8 milliards pour la période d'avril 2000 à février 2001, comparativement à des ressources nettes de 5,0 milliards pour la même période en 1999-2000.

Chute de 11,3 milliards de dollars des emprunts nets d'avril 2000 à février 2001

En vertu de ces sources financières, la dette du gouvernement détenue sur le marché a chuté de 11,3 milliards de dollars à la fin de février 2001. En outre, l'encaisse a augmenté de 0,5 milliard pour s'établir à 13,5 milliards. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement chaque mois.

